



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Arrêté préfectoral 2018/DRIEE/UD77/060 de mise en demeure pris à l'encontre de la Société L.F.M RECYCLAGE

**La Préfète de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement,

Vu le récépissé de déclaration n° 2014/DRIEE/UT77/180 du 06 octobre 2014 délivré au bénéfice de la Société L.F.M RECYCLAGE pour l'exploitation des installations soumises à déclaration au titre des rubriques n° 2713-2 et n° 2718-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le rapport n° E/18-1293 du 12 juillet 2018 du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France consécutif à la visite d'inspection du 15 juin 2018 de l'établissement exploité par la Société L.F.M RECYCLAGE au 10, Rue Pascal à MEAUX (77100),

Vu le courrier n° E/18-1293 du 12 juillet 2018 relatif à la transmission du rapport de l'inspection des installations classées susvisé à la Société L.F.M RECYCLAGE,

Vu le courrier n° E/18-1338 du 18 juillet 2018 informant la Société L.F.M RECYCLAGE des décisions susceptibles d'être prise à son encontre et l'invitant à formuler ses observations sous un délai de 15 jours,

Vu l'absence d'observation de la Société L.F.M. RECYCLAGE sur le courrier n° E/18-1338 du 18 juillet 2018,

Considérant que le gérant de la Société L.F.M RECYCLAGE a déclaré lors de la visite d'inspection du 15 juin 2018 admettre dans son établissement des déchets de métaux non dangereux apportés par des particuliers et des professionnels (producteurs initiaux),

Considérant la présence, lors de la visite d'inspection du 15 juin 2018, de nombreux déchets d'équipements électriques et électroniques entreposés en vrac et en mélange avec des déchets de métaux,

Considérant que la collecte de déchets apportés par le producteur initial desdits déchets relève de la rubrique 2710-2 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement,

Considérant que le transit, le regroupement, de tri ou de préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques relève de la rubrique 2711 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement,

Considérant que la Société L.F.M RECYCLAGE exerce lesdites activités relevant des rubriques 2710-2 et 2711 de la nomenclature des installations classées sans en avoir préalablement informé le Préfet,

Considérant que la Société L.F.M RECYCLAGE n'a pas satisfait à l'article R. 512-54 du Code de l'environnement qui prévoit que toute modification de l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet,

Considérant que face à ce manquement, qu'il y a lieu de faire application de l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La Société L.F.M RECYCLAGE, dont le siège social et son établissement sont situés au 10, Rue Pascal à MEAUX (77100), est mise en demeure de transmettre au Préfet de Seine-et-Marne un porter à connaissance relatif aux modifications apportées à l'installation et à son mode de fonctionnement.

Ce porter à connaissance doit comprendre tous les éléments d'appréciation permettant au Préfet de Seine-et-Marne de considérer le caractère substantiel desdites modifications (nature des activités, volumes, surfaces, etc.).

ARTICLE 2

La Société L.F.M RECYCLAGE dispose d'un délai de **deux mois** pour satisfaire à la présente mise en demeure.

Le délai précité prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral à la Société L.F.M. RECYCLAGE.

ARTICLE 3

Le non-respect de la présente mise en demeure est passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L. 171-8-II et L. 173-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de MEAUX et peut y être consultée.

Un extrait de celui-ci énumérant notamment les considérant et les prescriptions auxquelles la Société L.F.M. RECYCLAGE est soumise, est affichée en mairie de MEAUX pendant une durée minimale d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire, puis est transmis à l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE).

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département de Seine-et-Marne.

ARTICLE 5

- le Secrétaire général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de MEAUX,
- le Maire de MEAUX,
- le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- le Chef de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 22 août 2018

Pour ampliation

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'unité départementale
de Seine-et-Marne,

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'unité départementale
de Seine-et-Marne,

Signé

Guillaume BAILLY

Guillaume BAILLY

DESTINATAIRES :

- la Société L.F.M. RECYCLAGE,
- le Maire de MEAUX
- le Sous-Préfet de MEAUX,
- le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- le Directeur départemental des territoires (SEPR),
- le Délégué territorial de l'Agence régionale de Santé,
- le Directeur régional et interdépartementale de l'énergie et de l'environnement,
- le Chef de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la DRIEE.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux au Tribunal Administratif de Melun par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'alinéa précédent.

